

Ahmad Shayeq QASSEM, 2009, *Afghanistan's Political Stability. A Dream Unrealised*, Burlington, VT, Ashgate, 216 p.

Nathalène Reynolds

Volume 42, Number 3, 2011

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1006240ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1006240ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Reynolds, N. (2011). Review of [Ahmad Shayeq QASSEM, 2009, *Afghanistan's Political Stability. A Dream Unrealised*, Burlington, VT, Ashgate, 216 p.] *Études internationales*, 42(3), 429–431. <https://doi.org/10.7202/1006240ar>

dans trois villes différentes (Shinuij, Chongjin et Hyesan) situées à proximité de la frontière avec la Chine ; les changements dans la gouvernance des entreprises à partir de la théorie du principal-agent, avec des données issues de revues de littérature, d'entretiens et de sondages; et les mesures économiques introduites par la réforme de 2002 à la lumière du processus de dollarisation et de dollarisation cubain, d'une part, et de l'économie virtuelle russe, d'autre part.

En somme, cet ouvrage mériterait d'être lu par toute personne curieuse de mieux cerner les évolutions en cours au sein de la société nord-coréenne. Le fait que le sujet soit traité non pas de « l'extérieur », mais bien de « l'intérieur », ainsi que l'attention particulière portée au niveau d'analyse micro plutôt que macro lui apportent une plus-value non négligeable. Au registre des critiques, on regrettera toutefois le manque de clarification entourant la « perspective institutionnaliste » retenue comme approche analytique. Si le spécialiste dispose des connaissances nécessaires pour en appréhender la substance, il n'en est pas forcément de même pour le novice qu'il aurait fallu mieux informer par quelques lignes, comme c'est souvent le cas, dans l'introduction par exemple.

Par ailleurs, on peut toujours nourrir des objections quant à la qualité des informations utilisées dans quelques chapitres empiriques, notamment celles fournies par les déserteurs. Si, dans le cadre d'une recherche sur un pays comme la Corée du Nord, ce choix de dernier recours est parfaitement défendable en raison du manque d'informations crédibles provenant des publications officielles, sur plusieurs sujets le chercheur qui y a recours n'échappera pas, malgré tout, aux critiques relatives

à la représentativité et à la crédibilité dans l'utilisation des résultats de ses enquêtes. Les auteurs semblent en être conscients. Pour limiter les critiques, ils ont donc pris certaines précautions méthodologiques de base sur lesquelles le lecteur ne manquera pas de s'attarder minutieusement. Lui, à qui il appartiendra finalement de juger de la rigueur des différentes procédures adoptées pour parvenir à des résultats valides dans l'étude du passage vers une économie de marché d'un pays où, il est important de le noter, la compétition féroce entre les forces pro-marché et les forces anti-marché n'a pas encore désigné de gagnant. Loin de là.

Irving LEWIS

*Département de science politique
Université Laval, Québec*

Afghanistan's Political Stability. A Dream Unrealised

*Ahmad Shayeq QASSEM, 2009,
Burlington, VT, Ashgate, 216 p.*

En dépit de l'abondante littérature qui traite du conflit né de l'*Operation* – étatsunienne – *Enduring Freedom* (octobre 2001), la question afghane demeure une énigme. Serait-ce que les journalistes, plus prompts à se saisir de l'actualité, auraient envahi ce champ d'étude au lendemain des drames du 11 septembre 2001, nombre d'entre eux se contentant de raccourcis historiques alors même qu'ils s'essayaient à l'écriture d'ouvrages ? Ou une approche universitaire afghane qui ferait, de surcroît, preuve d'originalité manquait-elle au profane soucieux d'appréhender une réalité complexe ? En tout état de cause, l'étude que le politologue Ahmad Shayeq Qassem nous propose arrive à point nommé. Elle découle, au

demeurant, d'une thèse de doctorat que cet ancien diplomate afghan a soutenue à la National University d'Australie.

L'auteur envisage la problématique de la difficile stabilité politique de l'Afghanistan, tandis qu'il indique à demi-mot dans le sous-titre *A Dream Unrealised* de son livre qu'il entend contribuer à une réflexion qu'il voudrait plus constructive. Considérant la problématique de la « stabilité politique », grâce à de nombreuses théories – occidentales, il est vrai – qui nourrissent les sciences politiques, il indique en introduction qu'il s'appuiera, pour sa part, sur la définition qu'en donne Leon Hurwitz (*Contemporary Approaches to Political Stability, Comparative Politics*, 1973) : « l'absence de violence, la longévité gouvernementale, l'absence de changements structurels », une véritable « légitimité », enfin un « processus décisionnel performant » témoignent de la pérennité d'un État. Ce sont là – comme le rappelle Qassem – des critères dont la valeur est, à l'évidence, relative puisque toute société est mouvante. Le politologue insiste d'ailleurs sur le désaccord des cercles universitaires lorsqu'ils s'attachent à définir le concept de stabilité politique.

Adoptant une approche chronologique qui lui permet d'organiser son étude en six chapitres à la densité remarquable, Ahmad Shayeq Qassem traite – en quelque 174 pages – de l'évolution politique de l'Afghanistan, de l'antiquité (qu'il aborde rapidement) à nos jours. Un tel exercice ne peut se dissocier des délicates relations que le pays continue aujourd'hui encore d'entretenir avec les grandes puissances mondiales, mais aussi avec ses voisins d'Asie du Sud. La naissance de l'Inde et du Pakistan à la veille du départ d'un colonisateur britannique

(à la mi-août 1947), l'intervention (nous préférons le terme « neutre » d'intervention à celui d'invasion) – armée – soviétique en Afghanistan (1979) et la politique d'« endiguement » occidental qui favorisa l'affirmation de la puissance pakistanaise dans la région, enfin l'écroulement de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) changèrent, en apparence du moins, la nature du « grand jeu » dont un Afghanistan, à la position stratégique remarquable, était la cible (l'Afghanistan est désormais voisin de l'Iran [936 kilomètres de frontières séparent les deux pays], des anciennes républiques soviétiques [musulmanes] d'Asie centrale – le Turkménistan [744 km], l'Ouzbékistan [137 km] et le Tadjikistan [1 206 km] –, du Pakistan [2 430 km] et, enfin, de la Chine [76 km]). En outre, l'ethno-nationalisme gagnait également les territoires d'Asie centrale libérés de la tutelle soviétique. Ceux-ci, bien que soucieux de tirer le meilleur parti de la rivalité russo-américaine dans la région, s'inquiétaient des conséquences en leur sol de l'incapacité afghane à entamer une véritable construction nationale qui unirait ses différentes ethnies dans un projet commun, tandis que la production de drogue constituait désormais l'un des principaux revenus de ce pays.

L'originalité de l'ouvrage envisagé ici découlerait-elle de l'examen de la difficile stabilité politique de l'Afghanistan ? La démonstration de Qassem quant à la pertinence d'un tel fil directeur ne parvient qu'à convaincre partiellement. Serait-ce que l'auteur s'attache à un récit chronologique, s'éloignant souvent de sa problématique originelle ? En tout état de cause, le lecteur peut revisiter des épisodes importants pour la compréhension de l'évolution

de l'Afghanistan – tels que la période communiste (1978-1992) ou la stratégie pakistanaise au lendemain du départ de l'Armée rouge (1989), puis de l'intervention américaine (2001) – dont seuls les spécialistes se remémorent encore les enjeux, tandis qu'une actualité brûlante a conduit à leur oblitération.

L'auteur se penche tout particulièrement sur l'enjeu pachtout dans les politiques afghane et pakistanaise (selon *The World Factbook* de la Central Intelligence Agency, on dénombre 42 % de Pachtouns, 27 % de Tadjiks, 9 % d'Harazars, 9 % d'Ouzbeks, 4 % d'Aimaks, 3 % de Turkmènes et, enfin, 2 % de Balouches). Il souligne qu'à la suite du conflit qui naquit de l'intrusion armée de l'Union soviétique en Afghanistan, le Pakistan (en particulier sa communauté pachtoun qui instrumentalisa ainsi la dimension militante extrémiste en son sein) sut à son tour se présenter comme le défenseur de l'ethno-nationalisme pachtout. Il en devenait en quelque sorte le prisonnier, puisqu'il en oubliait des enjeux primordiaux, lesquels avaient trait à sa stabilité intérieure, mais également à la construction d'une région riche en ressources énergétiques. Il avait à cœur, il est vrai, la pérennité de la ligne Durand (la frontière pakistano-afghane). De même entendait-il conserver la maîtrise de « l'arrière-cour » afghane, qui constituait un élément clé d'une stratégie à laquelle il demeurerait attaché : celle qu'il nommait « profondeur stratégique ».

Naïveté ? Qassem, qui dresse un tableau sans concession des ambitions pakistanaïses et de leurs regrettables conséquences, tenterait-il de ménager l'Inde, voire les puissances occidentales, dont il ferait un bilan positif de

l'action ? À ces deux restrictions près, il nous faut, pour notre part, saluer le travail du politologue, qui contribue à une meilleure compréhension de l'imbroglio afghan.

Nathalène REYNOLDS

*Centre d'études asiatiques de Genève
et Sustainable Development Policy Institute,
Islamabad*

EUROPE

Small States in Europe. Challenges and Opportunities

*Robert STEINMETZ et Anders WIVEL
(dir.), 2010, Burlington, VT, Ashgate,
230 p.*

À la suite d'une élection législative marquée par l'arrivée au Parlement finlandais d'une vingtaine de députés du parti populiste *Perussuomalaiset*, la Finlande se retrouve au printemps 2011 en position de compliquer l'adoption par l'Union européenne (EU) d'un paquet de mesures financières. Au même moment, le Danemark, aussi pour des raisons intérieures, annonce le retour de contrôles limités à ses frontières. Deux « petits » États montrent ainsi leur capacité d'influencer, de façon négative et au cœur d'un système européen semi-institutionnalisé, les relations internationales.

Il existe sur ces questions de petits États une littérature scientifique vivace, principalement anglophone, ancrée dans des études de cas historiques, mais surtout dans un cadre de réflexion sur la nature des relations internationales. Ces petits acteurs ont été étudiés autour de deux interrogations principales : la définition des petits États et les possibilités d'influence dont ils disposent dans le système international.